



# Pour la libération de Mumia Abu-Jamal

La justice américaine se prononce sur l'affaire Mumia Abu-Jamal le 17 mai.

Ce militant de la cause des Noirs fait face à la vengeance de l'Etat américain depuis 24 ans. Il est en prison, où il peut être exécuté à tout moment. Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort pour avoir tué un policier. Il s'agit d'un coup monté par la police de Philadelphie en 1982. Cela fait cinq ans que tous les tribunaux fédéraux refusent de prendre en compte les aveux d'Arnold Beverly. Celui-ci a avoué que lui et un autre homme ont été embauchés par la police, en coopération avec la pègre, pour tuer l'agent de police Faulkner.

Son crime est d'avoir été membre du Black Panther Party, détruit en 1969 par une combinaison d'infiltration, de provocation et de meurtre par le FBI et la police, puis d'avoir continué, en tant que journaliste, à mettre en cause l'oppression raciste.

L'appareil d'Etat (la haute administration, la police, les services secrets, l'armée, les tribunaux...) est un instrument pour la violence organisée de la classe capitaliste. Il défend le système de profit contre ceux qui créent les richesses, c'est-à-dire les travailleurs en les réprimant, et particulièrement les révolutionnaires, en les espionnant, les calomniant, les licenciant, en les condamnant, en les assassinant. La soi-disant guerre contre le terrorisme sert partout de prétexte, aux Etats-Unis comme ailleurs pour diminuer les libertés et renforcer la police et les services secrets.

La classe ouvrière américaine, qui comprend une composante noire et latino importante, a le potentiel d'obtenir la libération des prisonniers politiques comme Mumia Abu-Jamal et abolir la peine de mort. Pour cela, il lui suffit de s'unir face à son adversaire de classe et à ses institutions. Dans cette tâche, comme pour en se défendre contre l'exploitation et le chômage, en finir avec les occupations d'autres pays, les travailleurs ne peuvent faire aucune confiance ni au Parti républicain, ni au Parti démocrate qui sont deux faces de la même bourgeoisie exploiteuse et impérialiste, qui démantèlent l'un comme l'autre la protection sociale, au profit des riches et du budget militaire.

Trop souvent les organisations qui parlent au nom de Noirs et celles qui parlent au nom des travailleurs ont maintenu le silence sur cette injustice ou, dans le meilleur des cas, réclamé un nouveau procès devant l'institution judiciaire liée par mille liens à la police, aux partis bourgeois, à la classe capitaliste.

La responsabilité immédiate de toutes ces organisations, en particulier des syndicats et des regroupements syndicaux (AFL-CIO, CtW, Unite-Here...) dont la tâche élémentaire est d'unir les travailleurs quelle que soit leur qualification, leur âge, leur sexe et leur race, est donc d'exiger la libération immédiate d'Abu-Jamal.

14 avril 2007

**Collectif Révolution Permanente**